reçu le jeudi 14 avril 1955

L'ETAT D'URGENCE N'Y FERA RIEN!

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 14 AVRIL 1955
Cinquante-septième année. — N° 426
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
REDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10e)
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561.76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 nos : 1.000 fr.
26 nos : 500 fr. : 13 nos : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 nos : 1.250 fr.
26 nos : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Le choix imposé par les travailleurs algériens aux colons exploiteurs reste toujours :

la VALISE ou le CERCUEIL !

Misère de l'école publique en Algérie

ou L'IMPUISSANCE DU REFORMISME

L'EXPOSITION sur « La grandeur et la misère de l'Ecole publique en Algérie », organisée par la section d'Alger du S.N.I. et le Comité de scolarisation et de lutte contre l'analphabétisme, inaugurée par Baillet, du Bureau national, et par le recteur, représente un volume imposant d'informations, de statistiques, plans, projets, illustrations.

Elle a nécessité une somme considérable de travail.

Elle nous éclaire sur le réformisme en général et le réformisme colonial en particulier.

Un plan qui devait scolariser un million d'enfants, en vingt ans, est élaboré le 27 novembre 1944 par la haute Administration.

Les techniciens oublient (?) dans leurs calculs un excédent de naissances annuel de 175.000 unités (il est de près de 300.000 actuellement), qui, ajouté à celui des années suivantes atteint le total de plus de deux millions d'enfants non scolarisés, actuellement, lesquels s'élèveront en 1964 au terme du plan, à plus de quatre millions et demi.

Les normes du plan, elles-mêmes, sont en retard de 19.000 unités, en 1954, retard qui, en réalité, est beaucoup plus important si l'on considère que la moyenne des élèves par classe est de 60, et que l'utilisation des classes à temps réduit, dont le total atteint 2.643 pour les trois départements, se généralise.

Alors que les crédits pour la scolarisation stagnent ou étaient en diminution, « les événements » ont amené la France à les augmenter de un milliard et demi, en 1955, ce qui « n'est que l'application stricte du plan de vingt ans », dont le Comité de scolarisation et le S.N.I. apprennent aux délégués à l'Assemblée Algérienne, dans une lettre ouverte, qu'ils en ont « maintes fois signalé l'inefficacité depuis que les besoins sont devenus immenses. »

« Les dépenses pour l'éducation sont rentables », apprend-on dans cette exposition.

Nous sommes loin de la Charte d'Amiens, de laquelle l'ancien secrétaire ne craignait pas de se réclamer : l'Etat se met au service de la Communauté, alors qu'il est un instrument de coercition au service de la bourgeoisie, ten-

FERNAND.

(*Suite page 2, col. 6.*)

A ALGER, du 8 au 9 avril, GRANDE NUIT DE LUMIERE !

La Résistance algérienne exécutait sous les yeux de ces messieurs-dames colons et de toute leur valetaille, qui n'y virent que du feu, une répétition de la fantasia de la liberté.

Au moment où au regard des chenilles (celles qui ne deviendront jamais papillon), elle apparait irréparablement mutilée, cette liberté, « couleur d'homme » selon un de nos vrais grands poètes, d'êtres humains une poignée, mais en qui s'exaltent les aspirations de tout un peuple, s'est dressée pour proclamer qu'ils la portaient intacte en eux, et que, faisant fi d'une vie de nul prix sans elle, pour elle, ils étaient prêts à lutter jusqu'au dernier sang.

Pour eux l'heure des intimidations est révolue ; l'excessive misère est insupportable dans la servitude. Leur voix a secoué toutes les âmes d'un terrible espoir ; muet, mais farouchement résolu,

par Sylvio LISVANO

tout le peuple soutient leur courage ; leur tragique volonté, plus rien ne peut la briser.

Le décret d'expropriation qu'ils ont pris contre le colonialisme français doit être exécuté à la lettre : les expropriés exproprieront les expropriateurs.

Pour signifier qu'ils iront jusqu'au bout, à l'aveugle, bestial entêtement qui vient d'excrêter l'Etat d'urgence, ils ripostent par l'illuminente fureur de la « nuit terroriste » d'Alger.

De ce combat sans merci, de ce corps à corps entre un peuple à qui l'on demande de se soumettre ou de disparaitre et les mercenaires de tout uniforme de l'impérialisme, s'ils ne veulent être que les spectateurs désintéressés, les travailleurs français commettent plus qu'un crime, une faute. Non seulement ils se font les complices d'un forfait qu'en raison de sa férocité et de son inutilité, il faut bien qualifier d'hitlérien, non seulement ils trahissent des frères comme eux exploités et par le même exploiteur, mais encore ils perdent la plus belle occasion qui leur soit offerte depuis longtemps de porter, en ouvrant un second front, en conjuguant leurs efforts à ceux du peuple algérien, un coup mortel à leur oppresseur capitaliste.

Le capitalisme n'ignore pas que, dans les conditions présentes, une offensive des travailleurs, se développant simultanément à l'action des Forces Libres d'Algérie, mettrait son existence en péril.

C'est contre un tel mouvement concerté des forces révolutionnaires, qu'il a voulu se prémunir par l'institution de l'état d'urgence. Le laisserons-nous tout à son aise, consolider le rempart du fascisme derrière lequel, en dernier espoir, il se barricade.

Certes, il ne se sauvera pas ainsi, mais si nous n'intervenons dès à présent, notre lutte en deviendra plus ardue et plus meurtrière.

Prenons garde aux fascistes

L'ASSOCIATION des Anciens d'Indochine vient de créer un « service d'ordre » pour « soutenir son action morale ».

Cet « ordre », c'est sans doute le même que ces mercenaires ont voulu maintenir en Indochine, par leurs meurtres, pillages et viols.

Ces groupes de choc doivent reprendre la place des sinistres milices de Doriot et de la « Légion » pétainiste.

Il faut dès maintenant dénoncer et combattre sans pitié les fascistes qui cherchent à se regrouper !

LA CRISE AU SUD-VIETNAM

Agonie du colonialisme et crise de la bourgeoisie française

LA crise politique du Sud-Vietman s'aggrave chaque jour et nous fait assister à l'agonie d'un régime de corruption et de misère. Ngo Dinh Diem, le fantoche des capitalistes américains, est abandonné par tous ses ministres : les seuls qui lui restent fidèles sont ses deux frères et ses deux cousins ! Par ailleurs, Diem, l'homme du clergé, a contre lui l'hostilité de tout le peuple vietnamien et l'opposition armée des sectes féodales et religieuses.

Il bénéficie de la trêve que lui ont accordée les sectes et qui arrive à expiration. L'armée a déjà refusé d'obéir à ses ordres et de combattre les rebelles. En conflit avec le chef de la Sûreté générale, Diem annonce la création d'une garde civile pour le « maintien de l'ordre ».

Cette situation préoccupe vivement les gouvernements américains et français. Eisenhower veut à tout prix sauver Ngo Dinh-Diem qui permet la mainmise des sociétés américaines sur l'économie du Sud-Vietnam. Le gouvernement des U.S.A. multiplie les démarches et pressions auprès d'Edgar Faure pour obtenir une conférence sur l'Indochine, le 20 avril.

Le gouvernement français n'apporte aucun enthousiasme à défendre Ngo Dinh-Diem et les intérêts américains qui de plus en plus éliminent les capitalistes français. La bourgeoisie française se résigne difficilement à être éliminée par le capitalisme américain et réduite au rang de puissance mineure.

Mais la situation des capitalistes français est telle qu'ils devront se résoudre pour survivre, à accepter la tutelle yankee et l'intégration totale au bloc américain.

La crise du Sud-Vietnam, c'est la crise de la bourgeoisie française, et l'agonie du colonialisme. La question asiatique revient au premier plan des préoccupations internationales. La Conférence de New-Delhi, organisée par le Mouvement de la Paix a préconisé la coexistence pacifique, la non-ingérence, l'admission de Pékin à l'O.N.U., le respect des accords de Genève. Ces conclusions proposées par Chou En-Laï et Nehru traduisent les craintes de la bourgeoisie hindoue et de Mao Tsé-Toung, qui redoutent la rupture de l'équilibre actuel en Asie.

La conférence de New-Delhi prépare celle de Bandœng qui réunira les représentants des principales puissances africaines et asiatiques, le 18 avril. Aussi pendant que les U.S.A. préparent la défense des intérêts occidentaux en Asie, la Chine et l'Inde cherchent à organiser les pays ex-coloniaux. Ces préoccupations répondent à la révolte de plus d'un milliard d'hommes contre l'odieux colonialisme.

Mais soyons certains que les peuples asiatiques prendront rapidement conscience de la nécessité de poursuivre la lutte contre les bourgeoisies ou les bureaucraties locales contre les féodalités ou les sectes religieuses.

La lutte anticolonialiste ne peut être qu'une étape vers l'émancipation des travailleurs par le communisme libertaire.

G. SIMON.

Remous dans le P.C. italien

LA POLITIQUE ET LA PRATIQUE DE LA DIRECTION OPPORTUNISTE DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN SOUS LES FLECHES DE LA CRITIQUE DES GROUPES D'ACTION COMMUNISTE

DANS le numéro 417 du 10 février du « Libertaire », nous avons donné quelques informations de caractère général sur la 4e Conférence nationale du P.C. italien, et sur les faits d'un extrême intérêt qui se sont produits avant et après cette Conférence.

A la distance de trois mois et demi de la Conférence du P.C. italien, il est possible de dresser un bilan de la crise de ce parti et de la consistance du courant d' « Action Communiste ».

Il est apparu clairement que Pietro Secchia, ex-vice-secrétaire du Parti, est étranger — au moins sur le plan organisationnel — au courant des « Groupes d'Action Communiste » (G.A.C.). Tout ce que le secrétariat du Parti peut imputer à Secchia (comme il est dit dans la seconde « Lettre aux camarades pour une Action Communiste ») est « d'avoir toléré les critiques à la pratique et à l'orientation de l'actuelle direction du Parti, de la part des camarades de son entourage, sans les réduire rapidement au silence ». Il semble d'ailleurs que Pietro Secchia, dans sa nouvelle charge de secrétaire régional pour la Lombardie, avec Colombi, la Borellini et les orthodoxes du Parti, soit à l'action pour repérer les membres des G.A.C., les isoler, jeter sur eux le discrédit et la méfiance de la base. La Borellini, en réunion, a dénoncé l'Action Communiste comme vendue aux Etats-Unis et Colombi s'est écrié qu'il fallait « leur briser les os ». Dans les assemblées de base, on continue à utiliser la calomnie, en insistant sur les prétendus agissements de Guilio Seniga (vol de plusieurs millions et de documents secrets) et en ajoutant qu'une Commission spéciale est en train d'examiner son cas. Mais cependant, contrairement à la pratique traditionnelle qui veut que tout suspect d'hérésie soit expulsé, Seniga continue officiellement à être membre du Parti même si la carte de 1955 ne lui a pas été remise et le courant d'Action Communiste que chacun sait dirigé par lui continue à diffuser ses « Lettres aux camarades » tandis que la direction Togliatti continue à l'ignorer officiellement et à démentir son existence.

Que propose le courant « Action Communiste », quelle est la substance de la critique serrée qu'il adresse à l'actuelle direction du P.C.I. ?

L'Action Communiste, dans les deux « Lettres aux camarades » publiées et diffusées, répète son intention de parvenir à un « assainissement du P.C. italien et à un renouvellement de la direction, de l'intérieur, et cela, seulement cela, peut permettre les fonctions que l'actuel moment historique assigne au mouvement de la classe ouvrière ». Cette attitude de laquelle découle toute la critique d'Action Communiste, démontre que les motifs qui ont déterminé sa naissance ne sont pas des motifs de caractère idéologique, d'ailleurs l'Action Communiste ne s'est pas encore posé de problèmes de ce genre, mais que l'Action Communiste est le résultat (peut-être le seul possible) des conditions matérielles de vie qui se sont produites dans les usines à la suite des licenciements discriminatoires, de l'augmentation vertigineuse du rythme du travail, du système policier, des chantages, des violences de la corruption, conditions qui démentent l'optimisme stupide de la direction « illusionniste qui hypnotise les chômeurs affamés et leur fait croire qu'ils ont mangé à satiété, sans réussir effectivement à les nourrir » comme il est dit dans la seconde « Lettre aux camarades ». Et encore : « On ne peut longtemps hypnotiser tout un grand parti de masse. Le pauvre collecteur qui peine à relever les cotisations des membres du Parti et qui se sent aussi souvent humilié, le diffuseur de « Unità » qui se fatigue comme un nègre à placer ses exemplaires — pendant que Lajolo (1) voyage en Alfa 1900 — l'activiste qui en tant que tel est renvoyé de l'usine comme un rebut, le membre de la Commission interne licencié, le chômeur communiste qui ne sera plus employé, commencent à se demander de plus en plus où réside notre force et en quoi elle consiste. Et en conséquence, le découragement, l'absentéisme, la résignation. »

Comme nous le voyons, c'est une critique profonde que ces camarades communistes adressent à l'optimisme stupide, à la manie de vanter des succès inexistants, des principaux chefs du P.C.I., Togliatti en tête. Les camarades d'Action Communiste se demandent : « Est-il possible de continuer encore sur cette voie ? Nous pensons que les travailleurs ne sont pas des enfants à qui l'on doit raconter des fables, mais des hommes auxquels il faut dire la vérité et nous estimons donc que le choix d'une bonne politique de la classe ouvrière ne peut être que le résultat d'une discussion vraiment libre sans limitations et censure bureaucratiques ». Les camarades d'Action Communiste se posent les questions que pose la réalité elle-même et que seuls des réformistes, des traîtres à la classe

(1) Davide Lajolo est l'actuel directeur de « l'Unité » de Milan. Il fut un fervent fasciste et officier volontaire des milices fascistes dans la guerre d'Espagne 36-39, il écrivit des livres apologétiques du « Duce » et du fascisme.

(Correspondant des G.A.A.P., Section italienne de l'I.C.L.)
A. VINAZZA,

(*Suite page 2, col. 1.*)

"Nuit terroriste"

DANS la nuit du 8 au 9 avril, à Alger, des résistants algériens ont jeté des bombes en ville et en banlieue. Deux ont éclaté dans les établissements Borgeaud (entrepôt de liège). Au même moment, des incendies étaient allumés dans un dépôt de C.R.S., à Châteauneuf, et dans la manufacture de tabacs Bosan et Schbath, ainsi que dans quelques villages de la campagne algéroise.

Malgré la surveillance des flics, qui savaient, paraît-il, que les partisans préparaient un grand coup, il n'y a pas eu de prisonniers.

Les journaux de droite sont scandalisés et effrayés par ces actes qu'ils qualifient de « vandalisme ».

Nous leur répondons :

Vive la résistance algérienne!

Présence F.C.L.

au Meeting organisé par le P.C. le 6 avril

MERCREDI 6 avril s'est tenu à Paris, au Vél' d'Hiv', un meeting contre le réarmement allemand avec la présence des secrétaires du parti communiste allemand et du parti communiste français.

L'unité que nous avons toujours préconisée entre les travailleurs allemands et français contre le réarmement commence à faire du chemin. Mais au-delà des discours de bureaucrates, c'est à la base et jusqu'à la grève générale simultanée dans les deux pays qu'il faut lutter dans les deux pays contre le réarmement. Ce que les bureaucrates taisent.

Cette unité nécessite l'union de toutes organisations ouvrières, politiques et syndicales. Si les dirigeants staliniens voulaient cette unité, ils auraient mentionné le message envoyé par la Fédération Communiste Libertaire à ce meeting, message que nous publions ci-dessous.

Message au Meeting du 6 avril

CAMARADES,

Nous apportons notre témoignage de solidarité à ce meeting contre le réarmement allemand marquant l'unité des travailleurs français et allemands.

Les accords de Paris ont été votés par la majorité réactionnaire du Parlement, par les représentants de la bourgeoisie française. Mais l'action de la classe ouvrière française et allemande peut rendre impossible l'application des plans militaristes du capitalisme atlantique.

Nos camarades allemands ont fait la preuve d'un magnifique esprit de lutte antimilitariste, en multipliant les manifestations, les grèves, en sabotant les réunions du militariste BLANK, en refusant d'endosser l'uniforme. Nous tenons à apporter notre solidarité totale aux travailleurs allemands en lutte contre le réarmement. Leur combat est le nôtre : à la coalition des marchands de canons, des Krupp, Schneider, Ford et Cie, nous devons opposer le front uni des prolétaires de tous les pays.

Devant le magnifique exemple de la classe ouvrière allemande qui, malgré 15 ans d'oppression hitlérienne, a conservé une admirable combativité, nous devons tout faire pour développer la solidarité des travailleurs français et allemands.

D'ailleurs, la lutte pour les revendications ouvrières est liée au combat antimilitariste. A chaque fois que nous arracherons une augmentation de salaires, nous obligerons les capitalistes à réduire leur budget de guerre et de répression. Et la lutte de la classe ouvrière française est plus que jamais nécessaire au moment où nos gouvernants réactionnaires se préparent à construire des bombes atomiques.

Contre les intérêts des industriels français et allemands, seule l'action du prolétariat dans deux pays peut s'opposer au réarmement allemand et au militarisme français, et faire triompher la PAIX.

En France, il est symptomatique qu'Edgar FAURE ait fait passer aussitôt après le vote des accords de Paris la loi superscélérate sur l'état d'urgence. Il est clair que la bourgeoisie française, pour imposer sa politique de guerre, a besoin d'un régime fasciste qui ferait taire par la force l'opposition ouvrière.

Devant de tels dangers, nous appelons toutes les organisations ouvrières à mener, dans l'UNITE, la lutte contre le militarisme et le facisme.

UNIS COMME EN FEVRIER 1934, les travailleurs dresseront un puissant barrage contre la réaction militariste.

LE COMITE NATIONAL DE LA F. C. L.

Les travailleurs algériens dénoncent :

Méfaits des troupes de répression en Algérie

ETANT LECTEUR de votre journal, je vous prie d'insérer, si possible, l'extrait de ma présente lettre qu'un de mes enfants âgé de quinze ans, m'a envoyée d'Algérie.

« X..., le 2 avril 1955.

« Très cher père,

« Je t'écris ces deux mots pour te dire que la santé va très bien. Enfin, voilà : samedi matin à 5 heures, **les militaires ont fouillé notre maison,** mais ils n'ont rien trouvé puisqu'on n'a rien, tout simplement ils ont emporté une chemise de toile américaine, ainsi que le sac kaki où tu as apporté du linge en venant de France, rien que ça, et puis **ils ont fouillé la maison de Guardia,** une veuve qui vit paisiblement avec trois enfants dont une fille veuve également, un garçon à sa charge; ils ont fouillé tout le village, mais ils n'ont rien trouvé. »

Alors, Monsieur le Directeur, dans cette paisible famille que j'ai laissée en Algérie, j'ai ma mère âgée de 75 ans, ma femme malade et trois enfants dont un âgé de trois ans, l'autre âgé de six ans et le troisième âgé de quinze ans. Malgré mon absence depuis un an, rien n'empêche ma famille de ne pas être épargnée par la répression colonialiste. Evidemment, moi aussi, j'ai subi une perquisition ici dès le début des événements d'Algérie.

J'ai le plaisir de joindre à ma lettre une somme de cinq cents francs pour aider votre courageux journal qui dit vraiment toutes les vérités sur l'Algerie sous le joug colonialiste et aussitôt que je pourrai faire mieux pour la solidarité de votre action anticolonialiste, je le ferai de tout mon cœur, en attendant de vous lire.

Recevez, Messieurs, mes salutations fraternelles.

M. A.

*

A NOS CAMARADES NORD-AFRICAINS

N'hésitez pas à nous écrire pour nous signaler vos conditions de vie, pour nous donner des détails sur la répression ou la Résistance.

Ecrire Le Libertaire, 145, *quai de Valmy, Paris* (10e).

COMITE D'AIDE AUX PEUPLES COLONIAUX

Sous le patronage du « LIBERTAIRE »

GRANDE SOIREE RECREATIVE — BAL JUSQU'A L'AUBE

Le Samedi 23 Avril 1955 à 21 heures

SALLE SUSSET, 206, quai de Valmy, PARIS (10)

AVEC

(*programme complet la semaine prochaine*)

BATARD et sa scie musicale

MARY-CHRISTINE (fille de Jo Tchad)

des Jeudis de la Jeunesse

G. NAIGEON, chanteur-compositeur

PARISI et ses poèmes

ET

Yves DENIAUD

LA CHORALE DES A. J.

LES POULAINS DE LA GALETTE

avec

J. HERVET et E. LEGAL

Chansonniers d'actualité

Micheline BEZANÇON

au

Répertoire A. Bruant

Orchestre : ZOUZOU-JAZZ

Retirez vos cartes DES AUJOURD'HUI à la permanence du « LIBERTAIRE », 145, quai de Valmy, PARIS (10e).

Les projets de loi fascistes de MM. Gazier et Bacon

Pas d'arbitrage
Pas de médiations obligatoires !

DEUX ministres du Travail, l'un en exercice : Bacon du M.R.P.-C.F.T.C., l'autre en attente du départ du précédent : Gazier de la S.F.I.O.-C.G.T.-F.O., viennent de déposer sur le bureau de l'Assemblée Nationale deux projets de loi sur la médiation obligatoire avant tout conflit du travail.

Deux projets qui n'en font qu'un, car l'esprit et le but de ces projets sont identiques. Ils visent à annihiler toute action ouvrière et à interdire l'arme prolétarienne par excellence : LA GREVE.

Il existait bien une loi de février 1950 sur la conciliation, qui, paraît-il, n'a pas donné entière satisfaction au patronat, ni aux gouvernements. La grève — ennemi héréditaire des exploiteurs — ayant survécu à cette loi, les ouvriers n'ayant pas abandonné leur arme la plus efficace, au désespoir même de leurs bonzes syndicaux de toute obédience, s'arc-boutant aux freins de la combativité ouvrière, il fallait trouver une nouvelle formule et surtout des promoteurs adéquats.

Parmi **les gérants loyaux du régime** et **les chrétiens super-sociaux**, le patronat et le gouvernement ont trouvé facilement M. Gazier (S.F.I.O.) et M. Bacon (M.R.P.) pour déposer simultanément ce projet de loi, et toute la presse bien pensante du patronat de combat, réactionnaire et cléricale, encense nos deux accoucheurs.

Si cette loi venait à être votée, les travailleurs ne doivent pas oublier qu'elle vise uniquement à l'**INTERDICTION TOTALE DE LA GREVE**, cette dernière reconue dans la Constitution, mais seulement dans **le cadre des lois**, ne l'oublions jamais.

La médiation obligatoire ôterait à l'ensemble du prolétariat tout recours spontané à l'action directe déterminée par la grève. Tous les travailleurs seraient à la merci de l'arbitraire patronal ou gouvernemental. Toute sanction, tout licenciement pourraient être pris ou faits par le patronat sans une rebellion immédiate des ouvriers. Le personnel des Services publics serait sous la menace constante de la réquisition. Le droit divin du patronat serait rétabli dans sont intégralité si cette loi était votée.

Tout acte entrepris par les travailleurs en dehors de l'esprit de cette loi serait inévitablement condamné devant l'instance médiatrice. Les ouvriers sauront gré à MM. Bacon et Gazier de leur avoir dévoilé les véritables intentions qui les animent par le dépôt de cette loi fasciste. Depuis le statut des fonctionnaires de feu Ambroise Croizat, rien de plus abject n'avait vu le jour. L'ignominie est aujourd'hui comblée. Hitler est mort! Vive Hitler! C'est le cri profond de votre conscience de traîtres pullulant dans les hautes sphères de la S.F.I.O. et de jésuites inquisiteurs du M.R.P.

Surtout, ne vendez pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué, votre mépris et votre haine de la classe ouvrière, cela peut vous coûter fort cher. Les élections sont proches et nous ne serons pas les derniers à alerter vos électeurs contre vos réelles intentions.

En tous cas, la seule réponse efficace que vous fera la classe ouvrière, si cette loi était votée et promulguée, ce sera : LA GREVE GENERALE ILLIMITEE.

Robert JOULIN.

Le Parti Communiste Italien

(Suite de la première page.)

ouvrière, des opportunistes peuvent ignorer ou nier. Il suffit de lire un récent article de Amendola, le nouvel astre qui surgit dans le firmament stalinien, sur « Deux millions de communistes » pour comprendre à quel degré de stupidité politique en sont arrivés les dirigeants du P.C.I. Deux millions de communistes, par conséquent tout va bien, écrit Amendola. Mais pourtant, comme le dénonce l'Action Communiste, les fascistes du M.S.I. (2) « ont pu se permettre de frapper vos camarades de la Section Martini Acquabella, on chante Giovinezza (3) dans certains ateliers des Reggiane, à la Montanari comme dans d'autres usines sont réapparues les affiches fameuses : « Ici on ne fait pas de politique, ici on travaille »; à la Fiat et à la Pirelli ils ont institué des ateliers de discrimination politique (4); à la Breds, à la Falk, à la C.G.E., à la Fiat, les membres des Commissions Internes sont licenciés avec une extrême facilité; l'industriel Marinotti, avec l'aide des ex-chefs fascistes Bottai, Alfieri et avec l'avancement des vieux débris fascistes a réussi à faire élire des fascistes à la Commission Interne. Et le député Pajetta, écrit Action Communiste, dit que tout cela travaille pour nous, mais cela prouve seulement son inconscience infantile. »

Action Communiste critique à fond les affirmations « théoriques » du député Mauro Scoccimarro « qui pour combattre le prétendu maximalisme d'Action Communiste jette par dessus bord tous les principes les plus élémentaires et fondamentaux de notre Parti » lorsqu'il affirme « que, aujourd'hui existe la possibilité de donner un nouveau contenu social et de classe à la démocratie italienne, sans une rupture de l'ordre constitutionnel, la possibilité d'isoler les groupes monopoleurs et les classes réactionnaires et de consentir aux classes laborieuses une participation à la direction politique du pays. »

A côté de cette critique des bases fragiles du P.C. italien, d'une politique de renoncement à l'action révolutionnaire de classe en fonction du collaborationnisme avec les forces politiques bourgeoises, avec les capitalistes « honnêtes », politique qui illusionne les masses dans la perspective d'une majorité électorale et d'une législation progressive et du « contrôle démocratique des monopoles ». Action Communiste lance une profonde critique des *procédés* des dirigeants, des violations des règles statutaires, etc... Personne ne peut ignorer que « encore aujourd'hui, des fonctionnaires du parti qui travaillent intensément pour son développement au prix des plus durs sacrifices personnels et familiaux, perçoivent 30-35 mille lires par mois (moins de 20.000 francs), quand ils les perçoivent, et qui presque jamais ne sont versées avec régularité. Comment justifier cette condition d'affamé, alors que nos parlementaires perçoivent près de 300.000 lires par mois, sans calculer les annexes, et de cela ils versent — et pas tous! — seulement 50.000 lires par mois au Parti? Voici pourquoi nous parlons souvent du satrapisme du sommet. Une condition de vie trop aisée comme celle dont peuvent bénéficier nos parlementaires les déforme, peut les porter à l'attentisme bourgeois, peut facilement atténuer leur esprit de lutte de classe, à moins que par lutte de classe on n'entende seulement que la lutte pour la revendication de leurs pensions. » (5.)

La presse communiste, dit Action Communiste, n'éduque pas ces camarades avec sûreté et sans graves insuffisances, elle est confiée à des ex-fascistes (6), elle fait de la publicité à un mauvais roman d'un ex-fasciste ratisseur de partisans et aujourd'hui camouflé dans notre parti, dédie trop de place aux scandales et à la banalité bourgeois, etc...

Il y aurait beaucoup encore à citer des deux très importants documents d'Action Communiste, mais nous pensons avoir donné une idée assez précise de leur contenu.

Comme on le voit, Action Communiste, malgré les défauts propres aux militants élevés à l'école du révisionnisme staliniste, se détache nettement des hérétiques de la droite du stalinisme et se place sur un terrain concret de revendications de classe, révolutionnaire, et qui sur beaucoup de points concorde pleinement avec les positions des G.A.A.P. et de notre Internationale Communiste Libertaire.

Les positions de ces camarades et leurs méthodes d'action sont encore dans le cadre des problèmes du stalinisme.

Il est logique qu'étant encore sur la base de l'idéologie staliniste, ils ne pensent à un travail de minorité révolutionnaire et croient que toute action politique possible doit se développer au sein du P.C. Italien, même clandestinement. Mais en cela, ils se sont placés dans une position extrêmement difficile, avec tout l'appareil bureaucratique du Parti qui conduit une campagne de calomnies, de diffamations de caractère nettement policier pour les isoler, les repérer et les liquider. La direction opportuniste n'est pas encore passée de façon décisive à l'offensive et se limite pour le moment à soutenir une campagne de dénigrement; ceci, dû à l'hésitation des dirigeants, montre que « Action Communiste » a de bonnes cartes à jouer contre eux.

Nous restons extrêmement sceptiques sur les possibilités de « rénovation » du parti, par une agitation à l'intérieur, surtout d'après les enseignements que nous tirons de la fin qui fut celle des autres oppositions dans les partis staliniens.

Mais « Action Communiste » est un phénomène extrêmement positif, malgré ses limites et ses défauts, et nous pensons qu'il faut l'appuyer et la soutenir.

(2) Mouvement Social Italien, nouveau parti fasciste.

(3) L'hymne officiel du fascisme.

(4) Il s'agit d'ateliers isolés de l'ensemble de l'établissement, dans lesquels on « exile » les dirigeants politiques et syndicaux et les activistes.

(5) Les députés et sénateurs ont élaboré une proposition de loi pour qu'une pension leur soit attribuée. A la fin d'une législature, les députés et sénateurs devraient obtenir le droit à une pension mensuelle de 50.000 lires (la paye, en Italie, d'un ouvrier spécialisé).

(6) En plus de Davide Lajolo, il y a à l' « Unité » de Milan comme rédacteur en chef, un ex-fédéral fasciste Fidia Gambetti. De même, le directeur de l' « Unité » de Rome, Pietro Ingrao a été fasciste. Longue serait la liste des ex-dirigeants fascistes qui, aujourd'hui, ont des charges de responsablité dans le P.C. Italien.

TRAVAILLEURS AU COMBAT

En France

CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES. — 600 ouvriers de la Société Française d'Entretien et Réparation de Matériel Aéronautique de Mérignac (Gironde) ont fait grève vingt-quatre heures, le 8 avril, pour une augmentation de salaires. La grève s'est étendue aux entreprises de la S.N.C.A.S.O. de Nantes-Boucenay, Saint-Nazaire et Rochefort-sur-Mer (Loire-Inférieure). Un meeting s'est tenu à la Bourse du Travail, sous la présidence des secrétaires F.O. et C.G.T.

BARRAGES. — Au barrage de Saint-Pierre-Cognet, près de la Mure (Isère), 450 ouvriers sont entrés en grève, paralysant déjà complètement deux chantiers.

Un exemple à suivre par tous les travailleurs employés à la construction des barrages.

R.A.T.P. — A l'appel des syndicats C.G.T. et Autonomes, des arrêts de travail se sont produits dans la journée du 7 mars dans les services d'entretien.

RADIO-TELEVISION. — Grève d'avertissement des personnels non techniciens de la R.T.F. à l'appel des syndicats autonomes, C.G.T. et C.F.T.C., le 7 avril de 14 à 18 h. 30. Les grévistes ont manifesté devant les bureaux de la direction générale, avenue Friedland.

PRESSE. — Grâce aux dernières grèves, une augmentation de l'ordre de 8 % est accordée aux travailleurs du livre.

Dans le Monde

ALLEMAGNE. — Ayant menacé de faire grève, les mineurs de la Ruhr obtiennent une augmentation de 9,5 %.

Ainsi, comme celui d'Angleterre, le patronat d'Allemagne tremble. Les grèves générales de ces deux pays portent leurs fruits. Un exemple à suivre en France.

Des Correspondants du LIBERTAIRE

AU PALAIS DE LA MUTUALITÉ

Manifestation ouvrière

De jeunes révolutionnaires bretons ont manifesté le dégoût et l'opposition que font naître ces manifestations artistiques organisées par la bourgeoisie et l'Eglise exploiteuses, pour leur seul profit égoïste, et par là même pour mettre la combativité ouvrière « en paix ».

Ainsi un banquet (fête folklorique bretonne) a été organisé à la Mutualité, le 3 avril, pour le couronnement de la Duchesse de Bretagne ; grâce au concours bénévole de jeunes artistes bretons, le prix élevé des places (400 fr.), les bourgeois et cléricaux, organisateurs de la fête, ont encaissé de la grosse galette.

C'est beau le folklore, mais que penser des conditions de vie déplorables imposées à l'ensemble de la population bretonne, du manque de travail endémique, des pêcheurs qui sont amenés à rejetter à la mer la moitié de leurs poissons et des salaires de famine (95 fr. de l'heure parfois) provoqués par les abattements de zone.

Au bon son des binious, des trépignements de sabots, au moment de l'entrée en scène de la « Duchesse » pour le couronnement, des balcons se déversèrent des milliers de tracts sur le parterre de bourgeois et d'ouvriers bretons mêlés.

Et les gros sous ramassés au profit des « bonnes œuvres » (!) de l'Eglise auront une odeur : celle du refus de la misère et de l'exploitation capitaliste.

Bourgeois et princes de l'Eglise, PRENEZ GARDE !

(Correspondant.)

LES RESPONSABLES DE LA FAMINE

Faire suer le burnous

DANS le Constantinois la société capitaliste S.I.P. a le monopole de la vente et de l'achat des céréales qui, rappelons-le, constituent le fond de la nourriture de la population.

La S.I.P. achète le quintal d'orge 1.700 fr. au paysan, elle le revend 3.600 fr. au consommateur. Le quintal de blé acheté 2.700 fr. est revendu de 4.500 à 5.000 fr.

Impossible de vendre ou d'acheter sans passer par l'intermédiaire de la S.I.P. puisque celle-ci a le monopole du commerce. Des barrages de gendarmes contrôlent le chargement des véhicules, tout transport ou détention illégaux de céréales est sanctionné par la confiscation et de lourdes amendes — pour le plus grand bien de la compagnie.

La société a même fait fixer par l'autorité la quantité de grain que le cultivateur doit obligatoirement lui fournir par hectare sous peine de saisie de sa propriété.

Nous tenions à vous raconter cela pour que les ouvriers français comprennent que notre lutte et nos ennemis sont les mêmes.

(Correspondant Sétif).

Texte du tract distribué par les jeunes révolutionnaires.

Leur Bretagne et la nôtre

Camarades prolétaires bretons, ne vous joignez pas aux bourgeois capitalistes qui détournent les travailleurs du vrai combat.

La bourgeoisie des banqueteurs, les cléricaux et tous les exploiteurs savent se montrer inoffensifs. Ne nous laissons pas prendre.

Trop de camarades meurent de faim dans des logements sans air avec des paies de misère.

Les banquets de ces « messieurs » sont une insulte pour tous les prolétaires. Un jour, nous demanderons des comptes.

Vive la Bretagne révolutionnaire !
Vive l'Union des Peuples !

A GRENOBLE

Un patron de combat fasciste

IL existe à Grenoble, un patron de droit divin qui n'accepte ordinairement aucune discussion dans le travail, avec les délégués du personnel, régulièrement élus. Mais comme la loi le prévoit, il est obligé d'en avoir un dans son usine mais il le tient bien en mains, et fait de lui ce qu'il en veut. C'est un délégué C.G.T., qui lorsque un conflit intervient entre le patron et un ouvrier déclare : Moi, je veux rester neutre dans cette affaire, car si j'interviens en faveur de l'ouvrier le patron me fout à la porte. Voilà donc, où sont tombés, dans la boue de la collaboration avec la bourgeoisie et sur l'ordre des dirigeants actuels du P. C., de nombreux délégués C. G. T. Ils obéissent aux ordres et freinent l'action de la classe ouvrière, et renient la lutte des classes. Ce patron fasciste : M. Dardelet est Vice-Président du Syndicat patronal des Maîtres-imprimeurs, son usine est un bagne pour ses ouvriers, produire et toujours produire. Pour gonfler son portefeuille, il impose sa dictature, et ses procédés d'intimidation contre ses ouvriers, qui veulent faire respecter leurs droits, sont courants et bien connus dans la Corporation du Livre à Grenoble.

Dernièrement, il utilisait un jeune employé de 18 ans, au tarif de 65 fr. de l'heure, lequel avait déjà 3 ans de métier dans l'imprimerie.

Ce jeune ouvrier a osé demander une augmentation de salaire, il a été immédiatement licencié sans aucune discussion.

Mais, que signifie l'attitude du Secrétaire du Syndicat du Livre C.G.T., que ce patron fasciste a fait appeler d'urgence à son usine, pour essayer de sauver sa cause devant le Conseil des Prud'hommes où cette affaire est encore en cours, non terminée.

Les procédés *habituels* d'intimidation de ce patron fasciste, ont réussi auprès de ce Secrétaire du Syndicat du Livre C. G. T., qui a établi une lettre favorable au Patron, que l'avocat de ce dernier a présentée au Conseil des Prud'hommes pour défendre la fausse position du patron au détriment du jeune ouvrier.

Jeunes travailleurs, attention, ces procédés sont dûs au fait que les dirigeants d'une Centrale Syndicale imposent à leurs adhérents, une discipline aux ordres d'une politique antiouvrière et que ces adhérents ne sont plus libres de manifester leur libre esprit syndicaliste pour la défense de leurs revendications. De ce fait, ces dirigeants syndicaux se font les complices d'un patronat avide qui a peur devant la montée puissante de la classe ouvrière qui, bientôt, sera libérée d'un affreux régime d'exploitation des Travailleurs, par la Révolution Sociale.

Jeunes Travailleurs, manifestez par votre action, à l'usine, au bureau, au chantier, la vieille devise de notre grande C. G. T. : Lutte de classe et non collaboration de classe.

Balayez tous ces éléments de la C.G.T., tous ces bureaucrates *aux ordres d'un Parti antiouvrier* qui se font les complices de votre misère.

(Correspondant.)

Pour les travailleurs des carrières de Beaulieu et du Mornan (Côte-d'Or)

Deux revendications : Suppression des zones de salaires ; Augmentation uniforme de 10.000 francs.

Sans commentaires, voici le détail de ce que touchent les manœuvres des carrières du Beaulieu et du Moruan, en Côte-d'Or, pour une journée de travail :

Paye horaire : 105 fr. × 8 h. = 840 fr.

+ indemnité de bicyclette : 1 h. 1/2 à 30 fr./h. = 45 fr.

Indemnité de panier : 120 fr.

Et il y à retenir les 6 % des A. S. !...

(Correspondant de l'inter-groupe du bâtiment.)

Le scandale de l'habitat Guadeloupéen

TROIS siècles de présence française en Guadeloupe ! Trois siècles d'immobilisme dans tous les domaines, voilà ce que présente aux yeux de notre voyageur les marches orientales d'un continent américain qu'on dit en pleine évolution.

De tous les problèmes qui se posent (et ils sont légion), le plus pressant est celui du logement. L'habitat guadeloupéen est en notre xxe siècle, un défi lancé à l'hygiène, à la moralité, au bon sens et au bon goût, et à l'amour propre d'une nation qui se dit être le flambeau des puissances coloniales. Imaginez un peu le tableau qui, certes, n'a rien à voir avec les peintures mensongères dont documentaires et conférences, truquant la vérité, nous farcissent la cervelle.

Non il n'a rien d'idéal, il est hideux. Voici donc la ville de Pointe-à-Pitre, le grand port guadeloupéen. La plupart des maisons y sont construites en bois, n'ont pas l'eau, l'électricité, alors que cette île fut nommée par les Caraïbes : l'île des belles eaux. Où est l'aménagement hydroélectrique quand tant de rivières descendent des montagnes ? Les rues sont à peine entretenues et lorsque vous arrivez dans les faubourgs, de véritables fondrières constamment inondées vous font trébucher ; l'éclairage des rues est à peu près nul. Mais le chancre de la ville c'est le faubourg même de Pointe-à-Pître. Un immense espace de terrain entièrement couvert de cases construites, tenez-vous bien, avec des planches arrachées à des caisses, avec des débris de tôle, des perches de bois, des morceaux informes de carton, de toile à sac sans aucun revêtement de peinture et édifiées comme soubassement sur quelques grosses pierres inégales. Le long de ces cases coule une sorte de ruisseau infecte d'immondices. Ne parlons pas du tout à l'égout, il est absent, les rues ne sont pas bitumées. Un peuple d'enfants nus pieds et demi vêtus galope dans ce décor de zone parmi les chiens abandonnés, les chats faméliques et les rats qui vous sortent à l'improviste de trous qu'on n'a jamais daigné boucher.

Tout à côté de cette place purulente, des immeubles neufs, en ciment armé, avec balcons fleuris. Que croyez-vous qu'on y loge ? La succursale Bata, la Banque de la Guadeloupe et quelques métropolitains dûment nantis de leurs voitures américaines ; l'église est elle aussi toute neuve et toute belle, le cinéma où l'on ne joue que de vieux navets brille de tous ses feux, une clinique privée qu'aucun de nos prolétaires ne peut s'offrir et un grand hôtel y tiennent la vedette : comme on peut le constater : des logements a bon marché pour travailleurs modestes !

Mais voici le plus fort : Des crédits ont été dernièrement accordés pour la construction sur des terrains libres, de nouveaux immeubles d'habitation. Les travaux ont commencé péniblement mais on a laissé s'établir sur ces terrains appelés à être construits, la même végétation vénéneuse de cases, et de hangars où j'avais oublié de vous le signaler on élève une armée de cochons. Des tas d'ordures énormes ponctuent ledit terrain. En sorte que, les propriétaires de ces édifices branlants devront à la première sommation, déménager leurs quatre murs et meubles pour aller les installer plus loin.

Aucun encouragement n'est donné, aucune aide n'est apportée à une population qui s'est assimilée avec peine des bribes de civilisation non issue de son génie. Pourquoi ne pas créer des associations où se répartiraient le bois et les matériaux de construction nécessaires à l'érection de petites villas particulières d'un style vraiment en harmonie avec le pays, entourées de végétation qui, ici, ne fait pas défaut ! Pourquoi ne pas employer une population qui trouve avec un mal inouï du travail, le pays n'ayant pas d'industrie, à cet assainissement plus que souhaitable, en lui donnant la possibilité de s'établir, ensuite, dans une maison coquette faite de sa propre main.

M. le Député-Maire de Pointe-à-Pître se préoccupe fort peu de tout cela. Ses affaires de Paris lui tiennent bien plus à cœur ! Que ses administrés meurent dans des taudis, cela lui laisse la conscience tranquille. Mais lorsque l'on sait dans quelles conditions M. Valentino a été élu maire rien ne nous étonne plus. Je vous conterai, dans un prochain article, ce que sont les mœurs électorales et la vie sociale de ce pays livré à 7.000 km. de la métropole aux requins de la politique.

(De notre correspondante : Chritiane BORIS.)

Résolution anticolonialiste du Syndicat des Instituteurs du Rhône

L'ASSEMBLEE générale de la Section du Rhône du Syndicat National des Instituteurs, réunie à la Bourse du Travail de Lyon, le jeudi 31 mars 1955,

— S'élève contre le projet d'institution de l'état d'urgence, actuellement en discussion à l'Assemblée Nationale,

— Proteste vivement contre les récentes atteintes aux libertés démocratiques, en particulier :

— Arrestation du journaliste R. Stéphane,
— Saisie du « Libertaire » et de la « Vérité »,
— Perquisitions aux locaux du P.C.I. et de la F.C.L.

(Résolution votée à l'unanimité.)

L'amiral en déroute

En complément utile à l'article du 31 mars sur la mort de l'amiral Lacaze.

En juin 1919, le vice-amiral Lacaze était commandant en chef du port militaire de Toulon. Le lundi 9 juin, lundi de Pentecôte, à 9 heures du matin, le travail fut arrêté sur tous les navires de guerre; les marins des navires aux appontements se rendirent en groupe sur les terrains de Sainte-Anne (anciennes fortifications); ceux des navires en rade mirent les embarcations à la mer et débarquèrent. Rapidement près de 5.000 marins étaient réunis sous les pins ; parmi eux étaient beaucoup de seconds-maîtres et même des maîtres-mécaniciens. Vers 10 heures, arriva le vice-amiral Lacaze, commandant en chef, en voiture avec un aide de camp. « Que venez-vous faire ici ? » demandait-il aux marins; ceux-ci commencèrent à lui tourner le dos; puis rapidement il fut entouré et accueilli aux cris de : « Salaud! Vampire! Fous le camp », etc. Il voulut parler: au bout de trois minutes, les sifflets couvraient sa voix. « Tu n'es pas à la Chambre des Députés ! Ici, c'est nous qui parlons ». Un quartier-maître monta sur les épaules de camarades et lui déclara tranquillement : « Amiral, nous voulons d'abord qu'on ne touche pas à un cheveu des camarades arrêtés pour la révolte de la Mer Noire; et aussi notre démobilisation immédiate! A prendre ou à laisser! »

L'amiral voulut parler. Il dut partir sous les huées. Il télégraphia de hâter l'envoi à Toulon des renforts de gendarmerie et de cavalerie. Et ce n'était pas de la rigolade; le lendemain 11 juin, au moment où le navire-amiral en chef « Le Provence » devait partir pour la Mer Noire, il hissa le drapeau rouge. Pendant trois semaines, les marins, les soldats et des groupes d'ouvriers furent les maîtres de Toulon.

Voilà comment un vice-amiral, ancien ministre, commandant en chef fut chassé par les marins; il n'empêcha que de justesse l'ouverture par la force de la prison maritime de Toulon après une bataille de 3 heures des marins avec la gendarmerie et la cavalerie.

N'est-il pas caractéristique que pas un journal — y compris l' « Humanité » — n'ait rappelé que l'autorité de cet amiral était zéro au mois de juin 1919 ? Il est vrai qu'il y avait à ce moment des marins révolutionnaires (des vrais) et un mouvement ouvrier révolutionnaire qui n'avaient rien de commun avec la caporalisation actuelle des partis officiels.

Voilà ce qu'il faut faire savoir et surtout ce qu'il faut faire revivre.

(CORRESPONDANT).

Comité de lutte du 19e arrond.

RENOUVELANT LES FAITS DU 13e ARRONDISSEMENT, après notre réunion publique, organisée avenue Mathurin-Moreau, dans le 19e, les dirigeants du P.C. ont été contraints de tenir une réunion publique sur le colonialisme le mardi 5 avril, avec L. FEIX. Soucieux de rechercher l'unité, le Comité avait adressé un message à cette réunion, message à peu près semblable à celui adressé à la réunion du 13e (« Lib. », n° 420). Mais Léon Feix n'a jugé utile, ni de le lire, ni de le mentionner. Il s'est contenté d'affirmer (à court d'arguments certainement) que SEUL le P.C. représentait la classe ouvrière... En tout cas, si l'on s'en refère à « l'activité » déployée par les organisations du P.C. contre la répression colonialiste, ce parti ne représente certainement pas « l'Action ouvrière » !

Aux militants du P.C. de juger l'attitude contraire aux intérêts des travailleurs de leurs dirigeants !

LE COMITE DU 19e.

Notre rubrique Sociale

Le privilège des salaires en cas de faillite patronale

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire d'une entreprise, les ouvriers et employés doivent être payés sur les fonds disponibles ou sur les premières rentrées de fonds par priorité sur tous les autres créanciers.

Si le syndic ou le liquidateur NIE la dette envers un salarié, il faut l'attaquer devant le conseil des Prud'hommes, avec l'aide du syndicat ouvrier.

PRIVILEGE EXCEPTIONNEL

Lorsqu'il y a des fonds en caisse, le paiement aux salariés de la presque totalité des sommes dues doit être effectué par le syndic ou le liquidateur, dans les DIX JOURS qui suivent le jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire, sur simple ordonnace du juge commissaire ou du Tribunal de Commerce.

Cette possibilité de paiement immédiat, avant toute autre créance, avant même celle du Trésor, est un privilège exceptionnel, appelé communément « SUPERPRIVILEGE ».

Ce « Superprivilège » s'applique à la partie déclarée insaisissable des sommes suivantes :

1° Salaires des quinze derniers jours de travail pour les ouvriers;

Salaires des trente derniers jours, pour les employés;

Salaires des quatre-vingt-dix derniers jours, pour les représentants et voyageurs de commerce;

Salaire de la dernière période de paiement des marins de commerce.

2° Indemnité de congés payés;

3° Indemnité de préavis et les divers accessoires du salaire (primes, etc., etc.);

4° Les indemnités conventionnelles de licenciement.

Signalons que la faillite ou la liquidation judiciaire ne dispense pas le patron de l'obligation de respecter le délai de préavis ou de payer l'indemnité de préavis.

René GERARD.

JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE

Avril - N° 10

vient de paraître

Abonnement : 6 mois, 100 fr ; 1 an, 200 francs.

Abonnement de soutien : 6 mois, 250 fr ; 1 an, 500 fr.

Le numéro : 20 francs

ATTENTION : Prière d'adresser les fonds destinés à « J. R. » UNIQUEMENT au C.C.P. : 11772-56.

« *JEUNE REVOLUTIONNAIRE* »
145, quai de Valmy, Paris (10e).

F. C. L.
Secteur de l'Aude

La situation tant sur le plan national qu'international, prend chaque jour un caractère de gravité accrue. Il nous a paru intéressant de faire connaître comment l'analyse basée sur le matérialisme historique pouvait nous donner une connaissance approfondie des événements actuels et de leur développement, nous indiquer les solutions véritables, donc nous garder de toute interprétation superficielle et de toute recherche de pseudo-solutions.

G. FONTENIS

traitera à BEZIERS LE JEUDI 14 AVRIL, A 21 HEURES, SALLE DR-LACROIX, PALAIS DU TRAVAIL, le sujet :

Les événements actuels et leurs développements, expliqués à la lumière du matérialisme historique

Les camarades de Béziers et environs sont invités.

L'ÉCOLE EN ALGÉRIE

(Suite de la première page)

dant même à se substituer à elle ; patrons et travailleurs se répartissent une part équitable du bénéfice commun, alors qu'ils sont, respectivement, des exploiteurs et des exploités.

« Les objectifs pour régler les problèmes de la scolarisation, y déclare-t-on, sont de trois ordres : démographiques, économiques et culturels. »

Pas un mot du problème politique aux ordres des gros colons, lesquels veulent conserver les terres expropriées et maintenir leurs ouvriers agricoles dans l'analphabétisme et la non-qualification professionnelle, afin d'en disposer à volonté et de mieux les surexploiter, les cadres étant réservés aux Français, le régime colonialiste réussissant à empêcher la solidarité des deux éléments ethniques grâce à la discrimination raciale politique, économique et sociale.

(Suite au prochain numéro.)

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2e.